

Politiques numériques en Europe : Un plan ambitieux pour la période 2019-2024



COUVERTURE SPECIALE

Dans ce numéro, nous nous intéressons aux lignes directrices qui vont structurer les politiques numériques de la nouvelle Commission européenne au cours des années à venir.

Plus en pages 6-9

TENDANCES EN OCTOBRE

Les gouvernements veulent avoir accès à des portes dérobées ; les technologies de reconnaissance faciale font l'objet d'expérimentations ; la Libra de Facebook sur la sellette.

Plus en pages 2 et 3

OBSERVATOIRE

Pas de temps mort pour les politiques numériques : la sécurité, le e-commerce, les questions juridiques, et les nouvelles technologies sont de nouveau au cœur de l'actualité.

Plus en pages 4 et 5

A VENIR: LE 14EME FGI

Tout le monde en parle : le 14ème FGI approche à grands pas. Que vous soyez à Berlin, ou en ligne, nous couvrirons cet événement.

Plus en page 12

Les principales tendances de politiques numériques en octobre

Chaque mois, nous analysons des centaines de développements pour identifier des tendances de politiques numériques, et les tendances à venir. Voici les principales tendances du mois.

1. Surveillance: Portes dérobées et nouveaux outils

Au cours des dernières années, plusieurs entreprises de l'Internet ont mis en place des solutions de chiffrement de leurs produits et services, et de nombreuses autres s'en inspirent. Mais les autorités chargées de l'application de la loi estiment que le chiffrement limite leur capacité à mener à bien des enquêtes (par exemple pour identifier des criminels ou accéder au contenu de communications). Ces autorités ont demandé à plusieurs reprises aux entreprises de leur assurer un accès à des portes dérobées (ou « backdoors ») pour contourner leur mécanisme de chiffrement et accéder au trafic, à la localisation et au contenu des données.

Une telle demande a été récemment faite par le Royaume-Uni, les Etats-Unis et l'Australie. Ces pays ont demandé à Facebook de ne pas mettre en place un système de chiffrement de bout en bout de son système de messagerie, sans donner une possibilité d'accès aux contenus des communications pour protéger les citoyens.

Ce cas met en lumière la question permanente de l'équilibre à trouver entre la sécurité des citoyens et la nécessité de protéger les droits fondamentaux, comme le droit à la vie privée. Comme l'a noté Facebook, si une entreprise accepte d'ouvrir une porte dérobée pour des autorités chargées de l'application de la loi, cela impliquerait d'affaiblir la vie privée et la sécurité de tous les utilisateurs, et donc la confiance. Mais les entreprises peuvent-elles

résister à la pression croissante des gouvernements, en particulier lorsque ces derniers présentent des arguments visant à défendre les enfants ? Les utilisateurs eux-mêmes doivent décider quelle limite à leur vie privée est acceptable, en échange d'un environnement sûr pour tous.

D'autres questions se posent également. Une fois que les agences nationales de sécurité ont accès aux services chiffrés, quelles sont les garanties qu'ils seront utilisés uniquement pour résoudre des enquêtes criminelles ? Comment empêcher des abus ? Et voulons-nous vraiment que toutes les autorités à travers le monde (et notamment les régimes autoritaires) d'aient accès à nos données cryptées ?

Ce sujet nous mène à celui de la surveillance des Etats. Au-delà du risque que la technologie soit détournée par des criminels, il existe également un risque que les gouvernements utilisent les technologies pour surveiller leurs citoyens. L'accès à des portes dérobées est une des voies le permettant.

De récentes études ont montré que la surveillance était une réalité. Au moins 75 pays utilisent activement l'IA à des fins de surveillance, notamment pour les technologies de reconnaissance faciale, des plateformes de « smart city », et les outils de maintien de l'ordre connectés. La collection et la rétention de données biométriques – les empreintes digitales et les visages – s'accélère partout dans le monde. Même des tentatives de créer un Etat providence numérique peuvent mener à plus de surveillance, comme l'avance le rapporteur de l'ONU sur la pauvreté extrême et les droits de l'homme, Philip Alston. Derrière les objectifs déclarés de ces technologies pour améliorer le bien-être des citoyens, ces technologies sont souvent utilisées pour automatiser, prédire, identifier, surveiller, détecter, cibler et sanctionner.

La surveillance étatique est une question importante, mais le problème n'est pas la technologie en tant que telle. Le sujet est plus de savoir si, comment et dans quelle mesure les gouvernements doivent utiliser les technologies numériques à des fins de surveillance. Une question doit également être clarifiée. Une distinction doit être faite entre la surveillance de masse (et sa légalité) et la surveillance déployée dans le cadre d'enquêtes spécifiques, suivant les règles de l'Etat de droit.

2. Les technologies de reconnaissance faciale et leur progressive réglementation

Dans notre numéro de Juillet-Août, nous vous avons expliqué les principales préoccupations autour de l'usage des technologies de reconnaissance faciale, notamment en termes de vie privée, de biais et de discrimination. Ces



Photo by Lianhao Qu on Unsplash

questions continuent à animer les débats sur l'usage et la réglementation de ces technologies, à mesure qu'elles sont déployées par des acteurs publics et privés.

La France a récemment fait part de son intention de mettre en œuvre une application mobile d'identité numérique, utilisant la technologie de reconnaissance faciale. L'application, Alicem, sera utilisée pour accéder aux services bancaires, fiscaux et de sécurité sociale. Il n'est pas encore clair si le gouvernement rendra l'utilisation de cette application obligatoire pour accéder certains services. Si tel est le cas, cela pourrait violer plusieurs dispositions légales en termes de consentement, comme l'a déjà indiqué l'autorité française de protection des données. La sécurité est également questionnée : un hacker a révélé avoir pu infiltrer l'application en moins d'une heure.

Dans un autre usage récemment de la reconnaissance faciale, plus de 10.000 appartements à Shanghai se sont vus installés de tels systèmes. Ce déploiement a été réalisé en coordination avec la police locale pour identifier des personnes suspectes et prévenir le crime.

Ces cas et bien d'autres montrent que ces technologies sont utilisées pour des raisons justifiables, mais aussi controversées. L'une des questions fondamentales est de déterminer si une réglementation pourrait aider à minimiser les risques associés aux technologies de reconnaissance faciale. Pour certains, la réponse est « oui ». Aux Etats-Unis par exemple, les Etats d'Oregon et du New Hampshire ont déjà interdit l'usage de ces technologies par les autorités chargées de l'application de la loi. La Californie a adopté une législation similaire le mois dernier, empêchant les caméras fixées sur les forces de l'ordre d'utiliser de tels systèmes jusqu'en janvier 2023. Les législateurs new-yorkais échangent actuellement sur trois projets de loi pour réguler l'utilisation de ces technologies. Au Royaume-Uni, le Information Commissioner's Office (ICO) a appelé le gouvernement à présenter un code contraignant pour encadrer le déploiement de techniques en direct de ces technologies par les forces de l'ordre.

Au-delà de ces efforts réglementaires, des décisions de justice ont également pris pour cible ces technologies. Un exemple récent est celui d'une plainte d'un activiste russe contre l'utilisation de systèmes de reconnaissance faciale à Moscou par les autorités locales. L'argument du plaignant est que le système utilise les données biométriques des citoyens sans leur consentement direct, violant ainsi la loi russe de protection des données personnelles.

Est-ce possible que les autorités puissent utiliser ces technologies avec des garde-fous suffisants ? Cela semblerait être le cas en Suède, où l'agence de protection des données a autorisé la police à utiliser la reconnaissance faciale pour aider à identifier les suspects.

Il est certain que les efforts pour réglementer l'usage de ces technologies sont forts. Les questions demeurent cependant les mêmes : Comment protéger les citoyens et

garantir leur consentement ? Comment utiliser ces technologies de façon à améliorer la vie des utilisateurs, et comment empêcher les biais ?

3. La Libra sous le feu des critiques

Depuis l'annonce de ses plans de lancer la monnaie virtuelle Libra, Facebook a fait l'objet d'intenses critiques de la part des régulateurs financiers, en particulier aux Etats-Unis et au sein de l'UE. Ces critiques n'ont pas été sans conséquences, comme en témoigne que des services de paiement aient annoncé leur retrait du projet au cours du mois.

La première entreprise à annoncer son retrait de la Libra Association a été PayPal. Plus tard, Visa, Mastercard, Stripe, Mercado Pago et eBay ont confirmé leur intention de quitter ce projet également. Il semble que toutes ces entreprises soient réticentes à faire partie de ce projet tant que sa clarté juridique n'est pas confirmée.

En dépit de cette réaction, Facebook poursuit sur sa lancée. Le 14 octobre, le Libra Association Council a été établi (composé de 21 entreprises), donnant ainsi à la Libra une structure de gouvernance formelle. Les représentants de l'Association ont insisté que les développements autour de la Libra ont été planifiés avec soin et que les cadres réglementaires à travers le monde seront respectés.

Parallèlement, le PDG de Facebook Mark Zuckerberg a été auditionné par la Chambre des représentants aux Etats-Unis. Zuckerberg a indiqué que Libra était conçue comme un système de paiement et non comme une monnaie au sens classique. Il a assuré que la Libra ne serait lancée qu'une fois qu'elle respecterait parfaitement les règles américaines et mondiales. Il s'est aussi engagé spécifiquement à suivre les standards et règles empêchant que la Libra soit utilisée pour le blanchiment d'argent et autres activités criminelles.

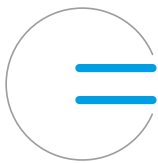
Zuckerberg a souligné à plusieurs reprises la question de la compétitivité : si la Libra ne décolle pas aux Etats-Unis, la Chine lancera sans doute une initiative similaire et imposera sa domination dans ce domaine. En raison des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, cet argument allait évidemment fortement en sa faveur.

En comparaison à d'autres développements technologiques, le projet Libra attire plus l'attention que les autres. Les gouvernements s'intéressent avec attention aux questions réglementaires, les entreprises font preuve d'un certain intérêt à y participer, et les utilisateurs veulent suivre ces développements de près (certains avec enthousiasme, d'autres avec préoccupation). De l'extérieur, il est presque vivifiant de voir autant d'attention portée à un projet encore pas réellement opérationnel, en comparaison avec l'approche traditionnelles consistant à lancer une enquête après que des difficultés apparaissent (comme lors du cas Cambridge Analytica).

Développements politiques numériques en octobre

Avec tant de développements chaque semaine, l'environnement politique est rempli de nouvelles initiatives, d'évolutions réglementaires, de nouvelles décisions de justice, et de changements géopolitiques.

A travers l'observatoire *Digital Watch*, nous décodons, contextualisons, et analysons ces développements, dans un format simple. Le baromètre du mois suit et compare ces développements afin de distinguer des tendances et la présence de nouveaux sujets à l'agenda par rapport au mois précédent. Ce baromètre les résume, mais n'hésitez pas à cliquer sur les icônes en bleu pour en apprendre plus, ou visiter la section Updates de l'observat.[🔗](#)



Neutre

Architecture globale de la gouvernance de l'Internet

Le rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme et la pauvreté extrême a attiré l'attention sur les implications négatives des technologies numériques sur l'Etat providence.[🔗](#)



En progression

Développement durable

Selon l'Alliance for Affordable Internet (A4AI),[🔗](#) 1 gigabyte de données coûte 4.7 % du revenu moyen dans les pays à faible et moyen niveaux de vie, plus du double du seuil d'accessibilité défini par l'ONU.[🔗](#)

Les TIC accélèrent le développement durable dans les pays insulaires en développement, mais des obstacles limitent leur impact,[🔗](#) selon l'Union internationale des télécommunications (UIT).

L'initiative Data For Now a été lancée pour améliorer la rapidité, la couverture et la qualité des objectifs pour le développement durable (ODD).[🔗](#)



En progression

Sécurité

Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie ont demandé à Facebook[🔗](#) de soit abandonner ses plans de chiffrement, ou d'autoriser un accès dérobé aux autorités chargées de l'application de la loi. Les Pays-Bas ont rendu public leur position[🔗](#) sur l'applicabilité du droit international dans le cyberspace. La Nouvelle-Zélande[🔗](#) et l'Allemagne[🔗](#) ont planifié de nouvelles mesures pour lutter contre l'extrémisme violent en ligne.

Les informations fiscales de plus de 20 millions de russes ont été compromises en ligne.[🔗](#) Dans une fuite de données dont a été victime le fournisseur d'accès à Internet Beeline, les données de 8.7 millions de clients ont été révélées.[🔗](#) UniCredit Italy a annoncé que les données personnelles de trois millions de ses clients avaient été compromises.[🔗](#) Le plus grand site pédopornographique sur le darknet a été mis hors ligne. Une attaque de rançongiciels a conduit Johannesburg a éteindre plusieurs systèmes municipaux.[🔗](#) Une cyberattaque d'envergure a affecté plus de 2000 sites en Géorgie.[🔗](#)



En progression

E-commerce et économie numérique

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a proposé un nouveau cadre pour taxer l'économie numérique.[🔗](#) L'UE entend mettre en place une taxe numérique si aucun accord global n'est adopté d'ici la fin de l'année prochaine.[🔗](#)

La Turquie prévoit une taxe de 7.5 % sur les revenus bruts obtenus par les entreprises numériques sur son territoire.[🔗](#)

Au sein de l'UE, la main d'œuvre des Pays-Bas, du Danemark et de la Suède sont les mieux préparés pour une transition douce vers l'économie de la connaissance.[🔗](#)

Les fournisseurs de services de paiement se sont retirés de la Libra Association.[🔗](#) Le PDG de Facebook a été auditionné par la Chambre des représentants américaine concernant le projet Libra.[🔗](#)



En progression

Droits numériques

Le rapporteur de l'ONU sur la liberté d'opinion a appelé les gouvernements et entreprises à protéger les groupes vulnérables et les victimes de discours de haine.

La présidence finlandaise du Conseil de l'UE a publié la dernière version du projet de règlement ePrivacy.

Facebook a accepté de payer une amende de 500.000£ imposé par le Royaume-Uni dans l'affaire Cambridge Analytica. Google a inauguré de nouvelles fonctionnalités pour la vie privée dans ses services les plus connus.

La loi de Singapour visant à lutter contre les fausses informations et manipulations en ligne est entrée en vigueur.

Twitter a décidé d'interdire la publicité politique. La défense du PDG de Facebook concernant sa politique de ne pas vérifier la véracité de ses publicités politiques a fait l'objet de soutiens et de critiques.

L'UE a indiqué aux entreprises de l'Internet que l'impact des mesures d'autorégulation contre la désinformation n'était pas manifeste.



En progression

Questions juridiques

Un nouvel accord de transfert de données entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis permettra aux autorités chargées de l'application de la loi de demander l'accès aux données sur des criminels détenus par des entreprises technologiques.

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a statué qu'une case déjà cochée n'est pas suffisante pour garantir le consentement des utilisateurs concernant le stockage de cookies.

La CJUE a également donné un jugement indiquant que des cours nationales peuvent ordonner à Facebook de retirer à l'échelle globale des commentaires identiques, et dans certaines circonstances équivalents, déclarés auparavant illégaux.



Neutre

Infrastructure

L'Allemagne devrait autoriser Huawei à construire une partie de son réseau mobile ultra-rapide.

Le marché des OTTs (pour « over the top ») devrait croître de 77 milliards de dollars au cours des 4 prochaines années.



En baisse

Neutralité du net

La cour d'appel de Washington DC a statué que l'abrogation des règles de neutralité du net par la Commission fédérale des communications (FCC) était légale. Mais des Etats peuvent imposer leurs propres règles.



En progression

Nouvelles technologies (AI, Internet des objets...)

La prochaine Commission européenne a promis des règles éthiques pour l'IA au cours des 100 premiers jours de son mandat.

Malte et la Russie ont lancé des stratégies nationales pour l'IA. Un plan d'action stratégique pour l'IA et une AI Coalition ont été lancés aux Pays-Bas. La Serbie a créé un groupe de travail pour préparer une stratégie sur l'IA.

Cinq fabricants automobiles (Honda, Renault, BMW, General Motors, and Ford Motors) ont uni leurs forces pour piloter un processus d'identification et de paiement basé sur la blockchain pour véhicules autonomes.

La Californie a interdit l'utilisation de technologies de reconnaissance faciale sur les caméras corporelles des agents de police jusqu'en 2023. Les législateurs de New York ont pour projet de réguler l'utilisation de ces technologies. L'autorité suédoise de protection des données a approuvé l'utilisation de la reconnaissance faciale par la police.

Nouvelle Commission européenne : une nouvelle politique numérique à venir

L'attente est forte alors que commencera bientôt officiellement le mandat de la nouvelle Commission européenne. Retardés par la procédure de confirmation, les nouveaux commissaires mettront en œuvre les lignes directrices politiques pour la période 2019-2024. Pour l'UE, cela implique une nouvelle série de priorités ; pour les pays tiers, cela se traduira par de nouvelles ambitions pour le continent européen en matière de géopolitique mondiale.

Les priorités numériques de la Commission pour les cinq prochaines années

Dans ses lignes directrices politiques, Une Union qui aspire à plus, la future présidente de la Commission Ursula von der Leyen a établi un plan ambitieux en matière climatique, technologique et démographique, proposant des actions politiques concrètes. Au sujet des questions numériques et technologiques, la présidente de la Commission se concentrera sur 10 sujets prioritaires, notamment l'IA et les données, qu'elle perçoit comme des ingrédients clés pour aider à résoudre les problèmes sociétaux, de la santé à l'agriculture, de la sécurité à l'industrie.

1. IA: Légiférer sur les implications éthiques et humaines

La future présidente de la Commission européenne pense que des standards éthiques stricts peuvent préserver la confiance des citoyens européens dans l'Union. La question des standards éthiques est particulièrement importante dans le domaine de l'IA : « durant mes 100 premiers jours de fonction, je présenterai une législation pour une approche européenne coordonnée sur les implications éthiques et humaines de l'IA ».

Avec autant de documents politiques, de lignes directrices et de recommandations sur l'IA et l'éthique sur la table au niveau global (provenant par exemple du groupe d'expert de haut-niveau de la Commission), l'UE entend avoir un rôle de leader sur la définition des normes éthiques concernant le développement et de l'utilisation de l'IA.

2. Gouvernance des données: trouver l'équilibre entre la liberté des données et des standards forts

Fortement liée à la question de l'IA, l'utilisation du (big) data. Le président de la Commission européenne veut une approche équilibrée sur comment les données sont utilisées : permettant la circulation et l'utilisation des données pour le bénéfice de l'innovation et la croissance des marchés, tout en adhérant à des principes stricts de vie privée, de sécurité et de standards éthiques.

Il est vrai que le RGPD de l'UE œuvre positivement dans la protection des données des citoyens européens. Mais si von der Leyen est à la recherche d'une approche plus

Qui sont les nouveaux chefs du numérique ?

Plusieurs membres de l'équipe de von der Leyen s'occuperont des problèmes liés au numérique. Parmi eux, deux commissaires doivent encore être confirmés, tandis que le Royaume-Uni doit encore proposer un nom (ou reconnaître qu'un nom est nécessaire).

Portefeuille de la Commission européenne en 2019-2024



Ursula von der Leyen (Allemagne)

- *Président*
- *Définition des lignes politiques pour 2019-2024*



Margrethe Vestager (Danemark)

- *Executive Vice-Présidente*
- *Mandat:*
 - *Une Europe prête pour l'ère numérique*
 - *Concurrence*



Věra Jourová (République tchèque)

- *Vice-Présidente*
- *Mandat:*
 - *Valeurs*
 - *Transparence*



Mariya Gabriel (Bulgarie)

- *Mandat:*
 - *Innovation*
 - *Jeunesse*



Thierry Breton (France)**

- *Mandat:*
 - *Marché intérieur*

**En attente de confirmation

équilibrée, est-ce que cela révèle la faiblesse de la réglementation, ou l'équilibre sera-t-il plutôt réalisé à travers une future législation sur les implications humaines et éthiques de l'IA ? Quel en sera l'impact sur les autres régions et pays tiers ?

3. Fiscalité : Légiférer sur une taxe numérique juste sur les entreprises

Le cadre fiscal actuel n'est plus adapté aux modèles économiques de l'ère numérique. Un système plus juste, autant pour les entreprises que pour les Etats, est nécessaire. Actuellement, on observe un éventail de propositions et de règles fiscales différentes.

Mais von der Leyen a lancé un nouvel élan, à travers une nouvelle échéance : d'ici la fin de l'année 2020, si aucune solution globale n'est trouvée, l'UE agira seul.

4. Cybersecurité: Etablir une cyber-unité commune

Les lignes directrices de la nouvelle présidente mettent clairement l'accent sur la nécessité d'un espace numérique plus sûr, à tel point que von der Leyen considère la cyber(sécurité) comme une composante principale de la digitalisation. A propos des transferts d'informations entre les autorités d'Etats membres, elle entend mettre en place une Cyber-unité commune pour faciliter ces échanges.

5. Technologies émergentes : Garantir la souveraineté technologique

L'Europe n'est pas parvenue à créer une industrie technologique aussi robuste que la Silicon Valley. Pour autant, il existe des domaines émergents – que von der Leyen désignent comme étant des domaines technologiques critiques – où l'Europe peut asseoir sa souveraineté.

Cette tâche ne sera pas simple, au regard des industries géantes des Etats-Unis et de la Chine. Alors que peut faire l'Europe ? Investir et définir les standards : « Pour mener la voie des entreprises de nouvelle génération, nous devons investir dans la blockchain, l'informatique de haute performance, l'informatique quantique, les algorithmes et les outils permettant le partage de données et leur utilisation. Nous définirons ensemble les standards pour ces technologies de nouvelle génération, qui deviendront la norme.»

6. Développement de standards communs pour les réseaux 5G

Liée au développement de standards pour les technologies émergentes est la croissance de la 5G. Von der Leyen estime que si l'Europe a pu parvenir à créer les standards de la télécommunication, « elle doit répliquer son succès et développer des standards communs pour [ses] réseaux 5G ».

Qui sont les nouveaux chefs du numérique ?

Portefeuille de la Commission européenne en 2019–2024



Didier Reynders
(Belgique)

- Mandat:
 - Justice (Etat de droit; Justice et protection des consommateurs)



Dubravka Šuica
(Croatie)

- Vice-Présidente
- Mandat:
 - Démocratie
 - Démographie
 (responsable notamment de l'action sur la protection de l'enfance)



Stella Kyriakides
(Chypre)

- Mandat:
 - Santé



Margaritis Schinas
(Grèce)

- Vice-Présidente
- Mandat:
 - Protéger notre mode de vie européen



Phil Hogan
(Irlande)

- Mandat:
 - Commerce

7. Politiques des contenus : développer une approche commune et des standards communs

Les contenus illégaux et blessants en ligne, comme la désinformation, les discours de haine, et l'extrémisme violent continuent à s'étendre sur Internet. Plusieurs solutions sont en place. Le problème des contenus blessants reste cependant.

La future présidente de la Commission européenne veut faire plus : elle appelle au développement d'une approche commune et à des standards communs pour se débarrasser des contenus blessants. Se faisant, une série de questions doivent être abordées, concernant la responsabilité des intermédiaires, ou les droits de l'homme notamment. Il sera intéressant de voir comment ces nouveaux standards pourront impacter les politiques globales.

8. Services numériques : Nouvelles règles (et mises à jour) pour les fournisseurs de services

De nombreuses questions en relation avec les services numériques doivent être abordées par la présidente de la Commission. Une nouvelle législation sur les services numériques, ainsi qu'une réforme probable de la directive sur le e-commerce, entendront répondre à ces défis.

Un document de la Commission européenne, fût-il y a plusieurs mois, a déjà commencé à lancer les bases des travaux des futurs commissaires. Bien que ces travaux portent principalement sur les règles européennes, leur impact sera significatif, du fait de la nature globale du

e-commerce et des services proposés par les entreprises numériques.

9. Education: Améliorer la maîtrise et les compétences numériques

En matière de technologies numériques, il y a deux grands domaines liés à l'éducation sur lesquels se concentrera la nouvelle présidente de la Commission. Le premier concerne le renforcement des compétences numériques et de la maîtrise du numérique des jeunes générations et des adultes. Cela implique la mise à jour du plan d'action de l'UE sur l'éducation numérique.

Une deuxième priorité consiste en l'amélioration des conditions des travailleurs sur les plateformes, qui offrent des services en ligne à d'autres acteurs. Von der Leyen agira notamment pour améliorer la formation et les compétences de ces travailleurs. Cela pourrait établir un bon exemple à suivre pour d'autres.

10. Numériser la nouvelle Commission européenne: Introduire de nouvelles méthodes et de nouveaux outils

En étendant la notion d'une *Europe prête pour l'ère numérique* au travail même de la Commission, von der Leyen souhaite que la Commission donne l'exemple en transformant ses processus numériques. Elle entend proposer de nouvelles méthodes numériques et de diplomatie en ligne. L'objectif est de rendre la Commission plus agile, flexible, et plus transparente.

Qui sont les nouveaux chefs du numérique ?

Portefeuille de la Commission européenne en 2019-2024



Paolo Gentiloni
(Italie)

- Mandat:
 - Economie



Valdis Dombrovskis
(Lettonie)

- Executive Vice-President
- Mandate:
 - Une économie qui fonctionne pour les gens



Nicolas Schmit
(Luxembourg)

- Mandat:
 - Emploi



Adina-Ioana Vălean
(Roumanie)**

- Mandat:
 - Transport

**En attente de confirmation



Ylva Johansson
(Suède)

- Mandat
 - Affaires intérieures

Actions concrètes et relation avec les politiques numériques

Si l'on zoome et se concentre sur le spectre d'actions concrètes proposées par von der Leyen, nous trouvons que plusieurs ont un lien très fort avec les politiques numériques :

ACTIONS POLITIQUES	SECTEUR PRINCIPAL	LIEN AVEC POLITIQUES NUMERIQUES
Green Deal européen	Environnement	Faible
Droit climatique européen	Environnement	Faible
Stratégie de la biodiversité 2030	Environnement	Faible
Stratégie <i>de la ferme à la fourchette</i>	Environnement, économie	Faible
Stratégie dédiée aux PME	Economie	Fort (revitaliser l'innovation à travers les PME)
Fond public-privé spécialisé dans les offres publiques initiales de PME	Economie	Fort (revitaliser l'innovation à travers les PME)
Nouveau plan d'action sur l'économie circulaire	Economie	Moyen (soutien aux technologies numériques pour l'économie circulaire)
Régime européen de réassurance chômage	Economie	Moyen (emploi sera affecté par le développement de technologies et l'automatisation)
Législation pour une approche européenne coordonnée sur implications humaines et éthiques de l'IA	Technologie numérique	Fort (focus sur l'IA et l'éthique)
Cyber-unité commune	Technologie numérique	Fort (focus sur la cybersécurité)
Législation sur les services numériques	Technologie numérique	Fort (focus sur régulation de l'industrie des services numériques)
Plan d'action pour l'éducation numérique	Technologie numérique	Fort (focus sur maîtrise du numérique)
Plan d'action européen pour la démocratie	Politique	Moyen (focus sur fausses nouvelles et désinformation)
Stratégie globale sur l'Afrique	Politique étrangère	Moyen (opportunités à travers croissance du paysage numérique africain)

Discussion politiques à Genève

De nombreuses discussions politiques ont lieu à Genève chaque mois. Les développements ci-dessous couvrent les principaux événements du mois d'octobre. Pour lire les rapports de ces événements, visitez la section [Past Events sur le site de l'observatoire Digital Watch](#).

Public Forum de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) | 8–11 Octobre 2019

La conférence a porté sur l'environnement commercial en constante évolution et sur comment l'OMC et d'autres acteurs peuvent s'adapter aux défis actuels et à venir. Bien que la digitalisation a contribué à la croissance des services commerciaux, les flux de données transfrontaliers et le e-commerce, ses implications doivent être examinées attentivement. La conférence a également abordé le

rôle des nouvelles générations, les milléniales et la Gen-Z, dans le commerce mondial. Des jeunes entrepreneurs ont présenté leurs modèles économiques utilisant des technologies et demandé un soutien international pour les innovations portées par la jeunesse.

[Lisez nos rapports de la conférence.](#) 

Les Principes UDRPont vingt ans : Regardez en arrière et devant | 21 Octobre 2019

La conférence de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) a marqué le vingtième anniversaire des Principes directeurs régissant le règlement uniforme des litiges relatifs aux noms de domaine (Principes UDRP), qui est un outil en ligne très important pour régler les litiges de nom de domaine. Le directeur général de l'OMPI Francis Gurry a salué le succès de ces principes en tant que solution internationale pour comprendre les abus en ligne et

contribué à la confiance dans l'Internet pour les transactions mondiales. La conférence a abordé les changements potentiels à apporter aux UDRP, alors que leur réforme formelle est prévu par l'ICANN en 2020. Les participants à la conférence se sont accordés sur le fait que plus de difficultés résulteraient de nouveaux changements, et ont appelé à ce que l'ICANN ne considère pas le succès et la stabilité future des principes pour acquis.

AI du rêve à la réalité | 31 Octobre 2019

La conférence, qui s'est tenue à la Haute école du paysage, d'ingénierie et d'architecture de Genève (HEPIA), a porté sur l'état actuel de l'IA et ses applications pratiques, sur l'impact de l'IA sur les entreprises et la société et sur son avenir. Les développements de l'IA suscitent à la fois de l'enthousiasme et de la suspicion liés aux risques potentiels. Les avantages

et les conséquences négatives potentielles ont été abordés au cours des discussions, concluant qu'en raison de l'évolution rapide de l'IA, la réglementation en vigueur peut être insuffisante pour trouver un équilibre entre la nécessité de récolter les bénéfices, tout en protégeant la vie privée, la protection des données et d'autres droits.

Deux nouvelles newsletters numériques à Genève



Les brèves du numérique est la newsletter de l'université de Genève dédiée à ses activités numériques. Publiée par le bureau de la Transformation Numérique, la newsletter porte sur les initiatives de recherche et de formation de l'université, et comprend également des nouvelles de ses partenaires. Abonnez-vous à la newsletter. [L'université de Genève est un partenaire de la Geneva Internet Platform.](#)



Geneva Brief est une newsletter mensuelle publiée par Think Tank Hub à Genève. Elle porte sur l'actualité, les publications et les événements organisés par des plateformes à Genève, comme la Geneva Internet Platform. Abonnez-vous au prochain numéro pour en apprendre plus sur les projets innovants et événements ayant lieu à Genève.

Les principaux évènements à suivre en novembre

Nous analysons l'agenda des évènements de politiques numériques à venir afin d'identifier les discussions à suivre dans le courant des prochaines semaines. Pour certains de ces évènements, l'observatoire publiera des rapports de session, ainsi qu'un rapport final résumant les discussions.



A venir: 14^{ème} Forum sur la Gouvernance de l'Internet

La 14^{ème} édition du Forum sur la Gouvernance de l'Internet (FGI) se tiendra du 25–29 novembre à Berlin, Allemagne, et aura pour thème *Un monde. Un réseau. Une vision*. Quelles seront les nouveautés lors de cette édition ? Et comment la Geneva Internet Platform et DiploFoundation y contribueront ?

Nouveau à Berlin

L'année dernière à Paris, le FGI a duré 3 jours. Cette année, le Forum reprend son format traditionnel : Un jour 0 pour les pré-événements et quatre jours pleins avec des centaines de workshops, séances plénières, forums ouverts, réunions de coalitions dynamiques, et plus encore.

Certains éléments rendront ce Forum particulier, et semblent résulter de la forte coopération entre le Multistakeholder Advisory Group (MAG), le pays hôte, l'ONU, et d'autres parties prenantes dans ce processus.

- La participation du secrétaire général de l'ONU António Guterres et de la Chancelière allemande Angela Merkel, qui inaugureront le Forum, démontre que le FGI est un lieu important pour aborder les questions numériques.
- Une priorité donnée à trois thèmes, identifiés par le MAG suite à un appel à propositions : gouvernance des données ; inclusion numérique ; sécurité, stabilité et résilience.
- Une discussion sur le futur du FGI, dans le contexte d'une session plénière dédiée au rapport du Groupe de haut niveau sur la coopération numérique du secrétaire général de l'ONU, et en particulier la proposition d'un modèle FGI Plus.
- Un effort pour attirer l'attention des membres des parlements nationaux au sujet du FGI ; de nombreux parlementaires rejoindront le FGI cette année, et une session principale portera spécifiquement sur les processus législatifs.
- Un focus clair sur le développement de capacités, après qu'un programme de soutien aux déplacements ait été mis en place pour les participants de pays en développement.
- Un Sommet de FGI de la jeunesse accueillant près de 100 jeunes venant de toute la planète, juste avant le début du Forum.

Lisez nos rapports et briefs quotidiens depuis le FGI 2019

L'observatoire *GIP Digital Watch* et DiploFoundation ont fait un partenariat avec le pays hôte du FGI 2019 et Internet Society pour fournir une couverture instantanée des sessions du Forum.

En plus de rapports de session, nous publierons également des briefs quotidiens comprenant les événements principaux de la journée et les sujets à suivre. Un rapport final, publié après le Forum, inclura également un sommaire thématique. Ces documents viendront compléter les mises à jour dynamiques offertes à travers l'observatoire. Les rapports et briefs seront disponibles sur dig.watch/igf2019 et sur une application qui sera lancée quelques jours avant le début du Forum. Si vous êtes à Berlin, n'oubliez pas de visiter notre stand !

Pensez à nous suivre sur <https://twitter.com/GenevaGIP> pour plus de contenus.

A propos de ce numéro

Numéro 44 de la newsletter *Digital Watch*, publiée le 4 Novembre 2019, par la Geneva Internet Platform et DiploFoundation | Contributeurs: Stephanie Borg Psaila (editor), Dylan Farell, Andrijana Gavrilović, Jovan Kurbalija, Marco Lotti, Nagisa Miyachi, Sorina Teleanu | Traducteur de l'édition française: Clément Perarnaud | Design: Aleksandar Nedeljko, Viktor Mijatović, and Mina Mudrić, Diplo's CreativeLab. | Contactez-nous: digitalwatch@diplomacy.edu

Allez plus loin avec plus de ressources

Dès que vous voyez l'icône bleue cliquez dessus sur la version numérique pour accéder aux ressources.

Couverture

Politiques numériques et la nouvelle Commission européenne. Credit: Vladimir Veljasević

© DiploFoundation (2019) <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

